

La démocratie, c'est prendre nos affaires en mains !

Ainsi, nous ferons reculer efficacement les idées d'extrême-droite

Le récent scrutin pour l'élection au Parlement européen donne lieu à nombre de déclarations, dont beaucoup tiennent plus du commentaire sportif que de l'analyse politique. Le taux de non-participation aux élections politiques est un élément dont il faut tirer des enseignements. Plutôt que de fustiger celles et ceux qui « votent mal » ou qui ne votent pas mieux vaut comprendre pourquoi la dérive vers l'extrême-droite se renforce depuis des années. Le Front National est un parti dirigé par des riches et pour les riches et en défense d'un système capitaliste fût-il national ; il ne fera pas le bonheur des salarié-es, des chômeur-es, des retraité-es, des jeunes en formation ; mais de cela, nous devons convaincre nos collègues, nos voisin-es, nos proches...

Des élections, mais combien d'électeurs et d'électrices ?

Une majorité de la population française (57,57% des personnes inscrites sur les listes électorales) n'a pas pris part à l'élection des député-es au Parlement européen¹.

Le Front National recueille les voix de 10,12% des inscrit-es, l'UMP 8,47%, le PS 5,69%, MODEM-UDI 4,04%, EELV 3,64%, Front de gauche 2,58%

En réalité, les pourcentages sont encore plus bas car il faut ajouter celles et ceux qui ne se sont pas inscrit-es sur les listes électorales et les personnes qui résident en France mais ne sont pas d'une nationalité européenne et n'ont pas le droit de vote.

Le mode d'élection aux institutions n'est pas un exemple de démocratie

- Les élu-es sont choisi-es par une minorité de la population.
- Il n'existe aucun contrôle de leur mandat.
- Ils et elles n'ont de compte à rendre que tous les 5 ou 6 ans.
- Les institutions en place ne sont pas neutres et servent les intérêts de ceux et celles qui exploitent la majorité de la population.

Quelques explications du désintérêt grandissant pour ces élections

- L'affligeant spectacle offert par les multiples scandales financiers qui touchent des responsables politiques.
- Les illusions et déceptions renouvelées face à ceux qui se présentent comme candidat-es de gauche et font la même politique que la droite quand ils sont élu-es.

¹ Lorsqu'on ajoute aux abstentions, les votes nuls ou blancs, ce chiffre atteint 59,28%.

- ❑ Le sentiment, porté par les élu-es politiques eux-mêmes, que « ça se décide ailleurs » (selon les moments et les forces politiques : l'Europe, les banques, des « élites » non identifiées, etc.)
- ❑ Le constat qu'après élections « rien ne change » si ce n'est en pire dans la vie quotidienne, en matière de chômage, de précarité, de pauvreté, d'inégalités sociales, ...

Les politiques gouvernementales successives ont généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion qui n'a fait qu'accroître la désespérance sociale sur laquelle l'extrême droite² et notamment le FN prospère en surfant sur les peurs et l'anxiété face à l'avenir.

Changeons le système, au lieu de s'en prendre aux électeurs-trices !

Les commentateurs professionnels qui squattent les plateaux de télévision mais aussi la plupart des responsables politiques ont une fâcheuse tendance à limiter leurs analyses électorales à la stigmatisation des électeurs-trices : contre les abstentionnistes, contre celles et ceux qui ont « mal voté »,...

Les résultats électoraux montrent une importante crise du système de représentation. Parce que nous voulons une transformation sociale, une rupture avec le système économique et politique actuel, nous devons inventer la démocratie que nous voulons pour demain.

L'autogestion que nous voulons mettre en œuvre dans les entreprises et les services ne peut se concevoir sans lien avec la vie de la commune. C'est à partir de celle-ci que doit s'articuler la démocratie, à l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui où sont privilégiés les centres de décision éloignés de la population : Commission européenne, état centralisé, métropoles, mégapoles, ...

Ne nous enfermons pas dans la défense d'un système qui n'est pas le nôtre mais celui mis en place par la bourgeoisie pour asseoir son pouvoir économique et politique ; aujourd'hui, combattre pour la démocratie et donc contre l'extrême-droite qui en est l'antithèse, c'est agir pour un changement profond, y compris du mode de représentation, de la répartition des pouvoirs ou encore de la redistribution des richesses que nous produisons et du choix de celles-ci.

Cela ne doit pas se limiter à des incantations ; il nous faut construire les rapports de force permettant ces ruptures. Ceci passe, à la fois par la prise en compte des questions auxquelles la majorité de la population est quotidiennement confrontée (ce que nous appelons le « syndicalisme de terrain ») et par une présence dès aujourd'hui du syndicalisme sur l'ensemble du champ politique, ce qui est la meilleure garantie d'une véritable autonomie vis-à-vis des partis.

Avec 10,12% des voix des inscrit-es, le Front National arrive en tête

- ⇒ Le Front National progresse par rapport aux élections européennes de 2009.
- ⇒ Il n'y a pas de « coup de tonnerre », mais un résultat prévisible compte tenu :
 - de l'appui aux idées d'extrême-droite apporté depuis des années par une partie importante des représentant-es de la Droite dite « classique »,
 - de l'acharnement du Parti Socialiste à reprendre des thèmes imposés par l'extrême-droite (l'immigration, la sécurité...), à appliquer les politiques d'austérité et de cadeaux au patronat,
 - du choix de la plupart des forces de Gauche de se positionner en référence au FN au lieu de construire de véritables alternatives.
 - du désarroi des populations laissées dans la misère et l'abandon,
 - de notre incapacité à proposer des alternatives sociales, anticapitalistes, autogestionnaires, écologiques, ... crédibles.
- ⇒ Même s'il a plus mobilisé ses électeurs-trices que les autres partis, le Front National recueille un tiers de voix de moins lors de ces élections que pour les Présidentielles de 2012.

² L'extrême-droite représente un spectre large allant des groupuscules fasciste aux réseaux antisémites Dieudonné et Soral, en passant par le Front National.

Le Front National se fout du Parlement européen !

Le bilan des précédents député-es européen-nes du Front National est lamentable. Mais les dirigeant-es du FN se moquent éperdument du Parlement européen ; la progression du nombre de leurs élu-es (qui serait moindre avec une représentation proportionnelle) leur servira avant tout à toucher plus d'argent et à s'incruster dans les différentes strates du pouvoir à commencer par les « grands médias » où il distillera encore plus ses idées.

Quand l'extrême-droite se lâche...

Le 5 juin 2013, Clément Méric, militant syndicaliste et antifasciste, était assassiné par des militants néonazis à Paris. Odieux et inacceptable en lui-même, ce meurtre, a dépassé le drame individuel. Agressions contre les lesbiennes, bi-es, gays et les personnes trans, contre les immigré-es et les personnes issu-es de l'immigration, les musulman-es, actes antisémites, violences envers des militant-es antifascistes et des organisations progressistes, se sont multipliées ces dernières années et ces derniers mois, dans toute la France comme à travers toute l'Europe, alors que l'extrême droite était banalisée.

Les mobilisations massives contre le droit au mariage pour tous, commencées en 2012, ont été l'occasion de voir se mêler droite et extrême droite dans les cortèges, où les slogans haineux et homophobes contredisaient l'image joyeuse que voulaient donner les organisateurs. Dans le prolongement de ce combat, divers groupes ou mouvements ont vu le jour ou ont pris de l'ampleur (réseaux catholiques traditionnalistes, groupes de jeunes radicaux d'extrême droite, mouvance antisémite et complotiste Dieudonné-Soral...), fers de lance de l'offensive réactionnaire se caractérisant par une occupation de la rue et un activisme idéologique offensif. Un sommet a sans doute été atteint le 26 janvier dernier avec Jour de colère, où on a pu entendre dans les rues de Paris des cortèges qui ne regroupaient pas que des groupuscules néo-nazis crier « juifs hors de France ».

Les responsabilités du syndicalisme dans ce contexte

Il y a un véritable enjeu de formation et d'information pour les organisations syndicales. C'est le sens des débats que nous organisons sur ce thème lors des réunions du Bureau national de Solidaires, qui réunit les représentant-es des syndicats et fédérations de notre Union syndicale. Une formation nationale spécifiquement consacrée à la « galaxie Dieudonné » a aussi été organisée en début d'année. Des initiatives communes CGT/Solidaires/FSU sont organisées (formations, débats, tracts, livres). Mieux armer nos militant-es pour répondre au discours de l'extrême droite qui se répand et se banalise autour de nous, dans les entreprises et les bureaux, lors des tournées syndicales, est une nécessité.

Auprès de salarié-es, nous devons affirmer, sans concession, notre antifascisme, parce qu'il est partie intégrante de notre identité et de notre projet syndical. Sur bien d'autres sujets, nous savons bien que nous devons aussi lutter contre le discours dominant, faire preuve de pédagogie, expliquer sans cesse, et nous le faisons. Alors, il est normal de le faire aussi sur la question de la lutte contre l'extrême-droite.

Notre activité internationaliste est essentielle. Les rencontres européennes des divers réseaux antifascistes sont un cadre de la mise en œuvre de la solidarité internationale et d'une riposte antifasciste contre la montée des extrêmes droites en Europe. C'est aussi un des axes de travail du réseau syndical international de solidarité et de luttes³. Au plan international aussi, l'antifascisme est partie intégrante de notre syndicalisme !

Il nous faut, aussi et surtout, démontrer aussi que le syndicalisme peut être porteur d'un projet de transformation sociale à la fois utopiste et crédible, que l'unité et la maîtrise des luttes par les salarié-es

³ www.laboursolidarityandstruggle.org

sont une force. Le Front National, l'extrême-droite, ne sont jamais à l'aise en période de fort mouvement social et leurs prises de position peuvent alors varier d'un jour à l'autre ... Par contre, ils savent que chaque défaite du mouvement social, comme chaque lutte non menée, leur ramèneront de nouveaux électeurs-trices.

Leurs avancées sont faites de nos reculs ! La lutte contre le fascisme ne se limite pas aux enjeux électoraux. Nous avons plus lutté contre la progression de l'extrême-droite et du fascisme en agissant depuis des années au quotidien pour l'égalité des droits, contre l'injustice, pour la sécurité au travail, etc., que ne l'ont fait ceux qui par leurs pratiques décrédibilisent toute action politique au sens large du terme. Et c'est cela que nous devons continuer. C'est là que se mène l'essentiel de la lutte contre l'extrême droite. Au quotidien ; dans la fraternité des luttes où se retrouvent côte à côte français-es et immigré-es, dans le respect du débat démocratique qui s'oppose aux « coups de gueule » et à « la loi du plus fort », dans la prise en charge des problèmes (y compris d'insécurité) pour éviter que leur non-résolution ne tourne au fantasme, etc.

Combattons le sectarisme ! Le syndicat est l'organisation spécifique des travailleurs et des travailleuses. Pour qu'ils et elles reprennent confiance en cet outil, organisons des permanences intersyndicales dans les quartiers, mettons en commun nos moyens pour avoir une présence syndicale forte dans les zones que nous avons abandonné, organisons des réquisitions d'emplois pour montrer qu'il y a des emplois vacants, du travail pour tous et toutes, répondons aux besoins de sécurité, de protection sociale, d'échanges, d'entre-aide, de solidarité... Unifions les collectifs syndicaux de lutte pour être plus fort. Travaillons aux convergences avec les différents mouvements sociaux pour construire des rapports de forces, en France comme en Europe, permettant de gagner contre ces politiques d'austérité au service du patronat et des multinationales. Le combat contre le Grand marché transatlantique (TAFTA, inventé pour les seuls intérêts des multinationales américaines et européennes), peut être gagné sur la base de la défense des droits sociaux et environnementaux, et de solidarité entre les peuples, et contre la concurrence généralisée !

La présence et l'activité syndicales au plus près des travailleurs et des travailleuses (quotidiennement sur les lieux de travail), la reconstruction d'un tissu syndical interprofessionnel de proximité sont des actes antifascistes concrets. Mais pour cela, il faut réellement adapter nos pratiques syndicales à nos ambitions : refuser la multiplication des réunions que les directions inventent pour nous empêcher de faire du syndicalisme, donner plus de temps pour les activités interprofessionnelles, prendre en charge les problèmes de chaque salarié-e, etc.

C'est parce que nous mènerons des luttes victorieuses sur le terrain des droits sociaux et économiques que nous pourrons faire reculer durablement le FN. Partisan d'un syndicalisme de transformation sociale, nous pensons que ce système doit être combattu et radicalement modifié, qu'un autre partage des richesses est une nécessité absolue ! C'est, pour nous, une des façons les plus sûres pour faire redescendre le poids de l'extrême droite au niveau groupusculaire.

